Laurent MUCCHIELLI, Véronique LE GOAZIOU, dirs,
*Quand les banlieues brûlent... Retour sur les émeutes de
novembre 2005*

Paris, Éd. La Découverte, coll. Sur le vif 2^e éd., 2007, 172 p.

Linda Saadaoui

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/1920>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.1920

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2008

Pagination : 385-391

ISBN : 978-2-86480-952-4

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Linda Saadaoui, « Laurent MUCCHIELLI, Véronique LE GOAZIOU, dirs, *Quand les banlieues brûlent... Retour sur les émeutes de novembre 2005* », *Questions de communication* [En ligne], 13 | 2008, mis en ligne le 01 juillet 2010, consulté le 08 avril 2021. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/1920> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.1920>

Ce document a été généré automatiquement le 8 avril 2021.

Tous droits réservés

Laurent MUCCHIELLI, Véronique LE GOAZIOU, dirs, *Quand les banlieues brûlent... Retour sur les émeutes de novembre 2005*

Paris, Éd. La Découverte, coll. Sur le vif 2^e éd., 2007, 172 p.

Linda Saadaoui

RÉFÉRENCE

Laurent MUCCHIELLI, Véronique LE GOAZIOU, dirs, *Quand les banlieues brûlent... Retour sur les émeutes de novembre 2005*. Paris, Éd. La Découverte, coll. Sur le vif 2^e éd., 2007, 172 p.

- 1 Clichy-sous-Bois, Ile de France, 27 octobre 2005. La plus importante vague d'émeutes en France depuis mai 68 se profile, elle durera pendant près de deux mois. Un fait divers est à l'origine de ces événements : la mort tragique des tristement célèbres adolescents « Ziyed et Bouna ». En tentant d'échapper à un contrôle de police, ils se cachent dans un local de transformateur EDF et périssent électrocutés tandis qu'un troisième camarade, blessé, parvient à donner l'alerte. Quelques jours plus tard, le 30 octobre, le tir d'une grenade lacrymogène par des CRS dans la mosquée de la ville, en pleine heure de prière et l'absence d'excuse de la part de la police seraient à l'origine d'une réaction très vive à l'extension des émeutes, jusqu'alors locales, sur l'ensemble de l'Hexagone (pp. 13-23).
- 2 Pour expliquer ces troubles soudains, Laurent Mucchielli, chercheur au CNFIS, auteur de nombreux ouvrages traitant de la question des quartiers populaires français et directeur du Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales (CESDIR), codirige avec Véronique Le Goaziou, chercheuse associée au CEVIROF (Centre d'étude de la vie politique française), une équipe de sept professeurs, doctorants et/ou spécialistes en sociologie. Leur travail se traduit par la publication d'un ouvrage dont

l'édition sera, après sa parution en mars 2006, revue et augmentée (2007). Si le titre *Quand les banlieues brûlent... Retour sur les émeutes de novembre 2005* sied à une tragédie moderne façon Giraudoux, c'est pourtant une sombre réalité et non un mythe sur la vérité - soit le récit d'une vengeance - qui s'accomplit à ce titre. Les émeutes virent des dizaines de milliers de véhicules et mobiliers urbains, des centaines d'établissements publics, transports en commun, lieux de culte et entreprises dégradés ou incendiés. Sur le plan judiciaire, plus de 5 000 interpellations, 600 personnes incarcérées dont un cinquième composé de mineurs. Selon les auteurs, ce « bilan ne cesse de s'alourdir à mesure qu'aboutissent les enquêtes judiciaires ouvertes durant les événements » (p. 14). Une question se pose : comment brûler des voitures peut-il devenir un « appel désespéré » à l'attention ? (voir Castel Robert, *La discrimination négative. Le déficit de citoyenneté des jeunes de banlieue*, Paris, Éd. Le Seuil, 2006).

- 3 Ainsi, quatre mois après cette « crise des banlieues », les auteurs tentèrent-ils de saisir les tenants et aboutissants de ces émeutes spontanées et non organisées via un éclairage sur diverses facettes économiques, politiques, médiatiques, sociologiques ou encore civiques. Fort de son succès, un an après, une nouvelle édition semblait utile, alors qu'en parallèle de nombreuses recherches sur le sujet voyaient le jour. Il s'agissait notamment de répondre à certaines critiques journalistiques telle celle formulée par le quotidien *Le Monde*, qui, dans un article intitulé « Banlieues, retour de flammes » (Jean Birnbaum, 14/04/06), déplorait un empressement de la part des sociologues à diffuser une « culture de l'excuse » qui trouvait les sempiternelles causes de ces événements tels le chômage ou la précarité. Aussi, selon ce point de vue, ces chercheurs étaient-ils les acteurs d'une « *guerilla* [...] sur les scènes intellectuelles et médiatiques [...] de l'interprétation des faits ». En somme « un cadavre git au milieu du front : celui de la sociologie ». La conclusion de l'article était incisive : « Derrière les pétitions de principe "scientifiques", on distingue les dégâts d'un emballement mimétique aussi navrant que périlleux : à force de se renier elle-même, une certaine sociologie "militante" en vient à reproduire le plus paresseux des discours médiatiques. La crise de novembre exige à la fois moins de précipitation et plus d'audace. Elle attend d'autres "travaux" que ceux-là ».
- 4 Pour justifier l'urgence d'écrire si peu de temps après les événements, Laurent Mucchielli décrit le travail des chercheurs associés comme étant empirique, dans la mesure où ces derniers puisent leurs observations précisément dans divers quartiers populaires de la région parisienne ou de province où ils menaient et/ou terminaient des enquêtes. La démarche des sociologues se veut ainsi « de terrain » et apporte des outils d'analyse pour comprendre le caractère spontané des émeutes urbaines à l'échelle nationale. De la sorte, deux registres de discours sont distingués : celui des chercheurs en sciences sociales qui adoptent une « posture analytique ou compréhensive » et celui d'autres acteurs sociaux principalement issus de la sphère politico-médiatique qui usent confortablement de « propos moralisateurs [...] souvent drapés dans le manteau flamboyant de la République » (pp. 6-7).
- 5 La contribution de Laurent Mucchielli et du sociologue Abderrahim Aït-Omar pose le cadre et les limites de la réflexion : une rétrospective depuis les années 80 permet de mieux saisir les enjeux du présent étant donné que l'histoire semble se répéter... La première émeute à être distinguée et qualifiée en tant que telle se déroule en 1981 dans l'agglomération lyonnaise : on parle alors de « rodéos ». Dix ans plus tard, à l'instar de Ziyed et Bouna, Thomas Claudio meurt « pour rien » dans un choc dû à une collision

entre sa moto et une voiture de police. En 1991, en banlieue parisienne, un jeune homme, Youssef Khaïf est abattu par un policier. À partir de ce moment, les chercheurs identifient l'intrusion de l'expression « émeutes urbaines » dans la langue courante, parallèlement à la création d'une brigade anti-criminelle (BAC), la mise sur pied des renseignements généraux (FFG) et d'un nouveau ministère chargé de la Ville pour une politique « anti *ghetto* » afin de réprimer ce que l'on appelle désormais les « violences urbaines » (pp. 1112). Si les sociologues constatent que la majeure partie des émeutes est liée à des tensions policières, il est à noter que les événements de 2005 sont à l'origine pour la première fois d'un « processus d'identification collective » (p. 20). Cette nouvelle dimension témoignerait d'une colère contre les déplorables conditions de vie des habitants de quartiers populaires, contraints à un « processus de ghettoïisation » (H. Lagrange, *De l'affrontement à l'esquive, Violences, délinquance et usage de drogues*, Paris, Syros, 2001 ; L. Mucchielli, *Violences et insécurité, fantasmes et réalité dans le débat français*, Paris, Éd. La Découverte, 2002), notion reprise dans la contribution de Laurent Mucchielli et de Mohamed Marwan (pp. 104-125).

- 6 Ce processus, dont les prémisses remontent à la fin de la période des Trente Glorieuses, s'accélère en même temps que la prégnance de la société de consommation (p. 1 19). De même, il se confronte à un autre processus de « séparatisme social », marqué par une polarisation des conditions de vies de différents groupes sociaux (p. 31). Un séparatisme social qui se traduit par exemple dans les établissements scolaires où se distinguent différentes affectations via les parcours, la discrimination collective et l'humiliation face à l'échec scolaire (p. 32). En somme, malgré une volonté manichéenne d'opposer les habitants entre eux sur les questions sécuritaires, comme le constate Éric Marlière, chercheur au CESDIR, les « révoltés » n'étaient pas si divisés ou isolés qu'on le croit et bénéficiaient même d'un large soutien de leurs voisins de quartiers (pp. 77-92). L'augmentation du chômage et les formes précaires d'emploi concernant principalement les jeunes français « issus de l'immigration », pourtant diplômés, cristallisent ainsi un sentiment de solidarité de ces derniers vis-à-vis des émeutiers, s'ils n'y sont pas déjà eux-mêmes. Et le sociologue d'ajouter : « Alors, lorsque les jeunes brûlent des voitures, et tant que ce n'est pas la sienne ou celle de son voisin et ami, ces adultes ne les condamnent pas » (p. 92). Une observation qui résulte des travaux qu'il a conduits dans un quartier des Hauts-de-Seine, notamment en réalisant des entretiens informels au domicile des personnes ou dans la rue. Éric Marlière constate que les pères semblent « dépassés par un passé trop lourd à porter et un présent difficile à vivre », tandis que les mères de famille se sentent dépréciées et estiment que les fonctionnaires de l'institution scolaire, professeurs des écoles ou enseignants du collège, les méprisent autant que leurs enfants (p. 89).
- 7 L'institution scolaire semble donc perçue comme un premier lieu d'échec et d'humiliations. Laurent Ott, philosophe et éducateur, tente d'apporter des éléments de réponses tangibles quant aux raisons qui amenèrent les émeutiers à brûler des écoles (pp. 126-144). Pour lui, les jeunes considèrent ces structures comme des lieux d'exclusion ou de répression par opposition à des lieux d'accueil et d'éducation. Un constat étonnant : « En réalité, on continue de mesurer la difficulté supposée d'un enfant à l'aune de la nationalité de ses parents » (p. 130). De surcroît, « de nombreux jeunes issus de milieux défavorisés se vivent à l'école dans une situation de double contrainte : la réussite comme l'échec ne semblent porteurs d'aucune promesse de vie désirable » (p. 131). Aussi, pour répondre à la critique du quotidien *Le Monde* évoquée

supra, cela ne peut indéniablement pas être imputable à Laurent Ott. En effet, ce dernier décrit un nouvel ordre « anarchique » dans les écoles et propose de « lutter contre le spectre d'une société qui traite sa jeunesse comme hostile et étrangère et vit dans la hantise de sa désagrégation » (p. 144). Or de telles orientations nécessitent de la part des acteurs sociaux et éducatifs le courage de résister ou de désobéir. En ce qui concerne « l'école de la rue », Manuel Boucher, chercheur au Centre d'analyse et d'intervention sociologique (CADIS), responsable d'un laboratoire de recherche social à Rouen (LERS), apporte sa pierre à l'édifice avec une question pragmatique : quelles interventions sociales pour quelle médiation ? Il propose une analyse des dynamiques de « déprofessionnalisation », d'« hyper-technicisation » et d'« ethnicisation » de l'intervention sociale (p. 146) et livre une compréhension des activités des travailleurs sociaux et des agents de médiation. Plusieurs constats d'échec notables pour les « médiateurs ». Ceux-ci seraient peu formés et ne bénéficieraient d'aucune identité professionnelle véritablement établie. Leur activité est dépeinte comme un métier de contact et de renseignement avec des dimensions préventives, relationnelles et sécuritaires. Ils ne seraient employés que pour leurs « compétences ethniques » et leur « culture de quartier », ce qui serait un vil stratège des élus pour afficher leur politique sécuritaire. Aussi se pose la question de l'instrumentalisation de ces médiateurs qui serviraient même d'« indicateurs » en participant avec la police à la constitution de « listes rouges » communes dans lesquelles sont inscrits les noms des jeunes jugés à risque. Quant aux éducateurs de prévention spécialisée, ils sont dépeints comme des acteurs de la régulation sociale et non de simples agents d'une politique sécuritaire. Pour le chercheur, la police biaiserait le travail socio-éducatif qui n'assume pas toujours un comportement citoyen et responsable. Sans oublier la sphère politico-médiatique qui jette de l'huile sur le feu ! Avec une contribution proposant une lecture politique de ces événements, Véronique Le Goaziou (« La classe politique française et les émeutes : silence et déni », pp. 3657) constate, à la lumière d'un corpus de dépêches AFP, la quasi-absence de réactions et commentaires de la classe politique de l'ensemble du spectre français. Aussi, en révélant le témoignage de Yazid Kherfi, un « ancien voyou » ayant vécu 25 ans en banlieue parisienne, « grand frère » quinquagénaire, désormais chargé de cours à l'université Paris 10-Nanterre et « consultant en prévention urbaine », le discours tient-il d'un tout autre registre. Finalement, ressort de cette évocation un constat d'impunité : « La police s'en donne à cœur joie, et c'est de façon quasi incessante qu'elle provoque et harcèle les jeunes, même lorsqu'ils restent tranquilles dans leur quartier : les contrôles, les insultes, les brimades ou les violences physiques ne relèvent pas du fantasme, ils sont fréquents. Elle peut d'autant plus se le permettre que les policiers savent pertinemment que dans la plupart des cas, les jeunes ne réagiront pas et ne porteront pas plainte » (p. 97).

- 8 Mêmes remarques de la part d'Éric Marlière : « Les plus jeunes vivent en plus l'injustice au quotidien, notamment lors des contrôles de police et diverses discriminations » (p. 89). Aussi note-t-on la résignation des jeunes habitants les quartiers populaires qui n'ont pas participé aux émeutes et sont restés passifs. D'où une réalité entrevue depuis le désenchantement des jeunes qui « ont peu d'espoir de voir leur vie changer, ne croient plus en grand-chose [...] ». Souvent ils fuient la réalité par la consommation excessive de drogues, d'alcools ou de médicaments » (p. 101).
- 9 Le rôle joué par la police, alors sous les ordres du ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy constitue un thème central de l'ouvrage. Celui-ci est abordé par la plupart des

contributeurs et plus spécifiquement par Nasser Demiati, doctorant, membre du CESDIR et responsable d'un service municipal de la jeunesse dans l'Essonne. Le chercheur propose d'aborder la question en analysant les conséquences de la politique du ministre Sarkozy durant « la crise des banlieues ». Sans nul doute, ses propos et son attitude provocatrice ont participé d'une stratégie réfléchie dont la finalité électorale est claire et dont les effets sont beaucoup plus larges. Il titre : « Nicolas Sarkozy, Ministre de l'Intérieur et pompier-pyromane », expression inspirée par le socialiste Arnaud de Montebourg qui dénonçait un « ministre pyromane » après l'incident de la mosquée Bilal de Clichy. Nasser Demiati revient sur la tournée médiatique avant les émeutes de novembre 2005 pour expliquer la progressive mise en scène de la tolérance zéro. Aussi pour Nicolas Sarkozy, le combat est clair : « Pour lutter contre la délinquance, il faut lutter contre les délinquants ». (p. 68). Les expressions « débarrasser la France de ses voyous », « nettoyer au Karcher », « bandes de racailles » stigmatisent les jeunes des quartiers mais construisent aussi et « surtout » une réalité sociale (p. 58). Aussi, en décembre 2005, « en annonçant que « 75 à 80 % » des émeutiers étaient des délinquants notoires, il espérait présenter les émeutiers comme des délinquants déjà identifiés » (p. 51). Or ces affirmations seront bientôt démenties par l'Inspection générale des services (IGS) et mêmes par ses propres services, les RG, qui réfutent également les propos sur la non-responsabilité de la police quant à la mort des deux adolescents (pp. 16-17). Bientôt la vérité éclata au grand jour : afin de ne pas arriver en retard à l'heure d'un repas du mois de Ramadan, les trois adolescents décidèrent d'éviter un contrôle de police sans raison valable. Se sentant menacés par une voiture de police dont un fonctionnaire tenait un *flashball*, ils se cachèrent dans l'aire du transformateur qui fut leur cercueil. L'enquête de l'IGS indiquait qu'un policier avait prévenu du risque de mort encouru par les adolescents sans que rien ne fût fait pour prévenir contre le drame (J.-P Mignard, E. Tordjman, *L'affaire Clichy. Morts pour rien*, Paris, Stock 2006). Nasser Demiati revient sur la façon dont le ministre a créé un climat de suspicions, sali la mémoire des jeunes et dénié le statut de victimes aux familles. Ce dernier a criminalisé les émeutes, justifié leur traitement purement répressif, évité tout débat sur le rôle de la police. Si le discours de l'État se veut alors policier, les mesures sont militaires : le 8 novembre, face à la montée en épingle des émeutes, la panique est complète au sein du gouvernement et l'état d'urgence est décrété sur l'ensemble du territoire métropolitain en application d'une loi du 3 avril 1955, prise pendant la guerre d'Algérie ! Pour Nasser Demiati (pp. 58-76), « l'application de [cette loi] a permis à N. Sarkozy d'assurer une liberté d'action au pouvoir préfectoral, et, en visant les émeutiers de s'attaquer à une question qui lui est chère, la lutte contre l'immigration » (p. 74). À noter que cette mesure est une réplique des préconisations du Front national, personnalisé par Marine Le Pen - alors présidente de la Région Ile de France - qui avait demandé la promulgation, quatre jours avant l'annonce, de la mise en place du couvre-feu qui durera jusque mi janvier (pp. 43-45).

- 10 Dans un tel état de crise, on peut ironiser : « Que fait la police » ? À ce propos, Marwan Mohamed, chercheur au CESDIR, et Laurent Mucchielli dressent un constat inquiétant. Dans les quartiers dits sensibles, il existe un profond malaise à l'égard de la police qui cristallise la colère et le sentiment d'injustice des habitants (pp. 104-125). Pour saisir la réalité des relations quotidiennes entre la police et les résidents de ces quartiers, cette contribution intègre les témoignages d'habitants de deux quartiers de régions parisiennes. La réalité quotidienne du terrain ne semble pas être - comme se plaisent à le croire les discours politiques, médiatiques et policiers - constituée de vulgaires

« zones de non-droit » où la police ne va plus et qu'il faut « reconquérir » (p. 106) : « Un tableau cataclysmique est dressé d'une jeunesse désocialisée, déscolarisée, sans repères moraux, pourvue de parents "démissionnaires", sempiternelle rengaine encore une fois d'un discours « tenu depuis par une quinzaine d'années par une partie de la hiérarchie policière et repris par la quasi-totalité des journalistes et responsables politiques, [qui] ne correspond pas à la vie quotidienne de ces quartiers » (p. 106). Si les auteurs notent qu'il est important de ne pas amalgamer les conduites juvéniles et l'ensemble des comportements policiers, ils constatent néanmoins que les contrôles d'identité, les humiliations répétées, les insultes raciales et xénophobes à l'égard des « jeunes de banlieues » se banalisent dans le corps policier, et que les provocations corporelles, verbales, voire les jets de projectiles sont une pratique courante chez les jeunes.

- 11 Pour résumer, soulignons l'utilisation répétée de la notion de « *hogra* » (pp. 11-35), ce terme fort qui, en langue arabe, désigne en quelque sorte un sentiment de méchanceté gratuite, mêlée d'une humiliation et qui confère un sentiment d'injustice ineffable, difficile à traduire par des mots. Aussi le constat va-t-il plus loin et montre-t-il le degré de *hogra* que peut subir un citoyen face à une bavure subie. Si ce dernier dépose une plainte, celle-ci sera-t-elle prise en compte ? Porter plainte contre la police à la police ? Mais lorsque des injustices touchent un habitant du quartier et reste impunie, la mémoire collective en restera vivement éprouvée. Si la population se range du côté de la lutte contre la délinquance, elle déplore les nombreuses bavures et l'irrespect au vu et au su de tous et dont eux-mêmes sont menacés en tant que victimes potentielles : « De plus, l'impunité des violences policières symbolise une dérive qui rappelle, pour les uns, des conflits politiques passés, pour les autres, une expérience coloniale encore présente dans les mémoires. Ainsi, force est de constater que les autorités policières, censées réduire le sentiment d'insécurité des populations des quartiers populaires, contribuent paradoxalement à l'amplifier » (p. 117). En somme, l'aberration de la situation réside dans le fait que la police est aujourd'hui discréditée par une grande partie de la population, ce qui crée un clivage grandissant où l'irrespect des institutions se voit justifié. Aussi des propositions concrètes sont-elles avancées : les gouvernements doivent se donner les moyens de réformer la police nationale en un véritable service public. Ils doivent le faire en assumant la répression de la délinquance, autant qu'en menant une politique de prévention et de la dissuasion auprès des publics en difficulté. Mais il s'agira également de respecter les principes déontologiques de la profession.
- 12 En définitive, à la lecture de ces contributions portant sur le problème des quartiers en feu, on pourrait être en droit de poser la même question que celle suggérée par Eric Marlière : au vu des souffrances subies par ces hommes et femmes de milieux populaires, pour beaucoup d'origine étrangère, « pourquoi ces habitants ne se sont pas davantage révoltés » (p. 91) ? Question à laquelle des personnes ayant vécu de près ou de loin le mouvement émeutier - tels des témoins cités dans l'ouvrage : « S., 20 ans », ou « R., 18 ans » réduits à des « petit[s] dealer[s] de cannabis » - pourraient, à l'instar du leader de rap marseillais Akhenaton, répondre : « Pas le temps de dialoguer, appelez moi vos sociologues, ils viendront me cataloguer » et se désintéresser d'une autre nouvelle analyse sociologique. Cependant, il serait dommage de s'arrêter à ce type de considérations sans réfléchir aux apports de l'ouvrage dans son ensemble.
- 13 Après les craintes médiatiques sur l'insécurité, un élément peut être perçu comme positif : il existe désormais au moins une raison valable de s'inquiéter : « Quand la vie

en société n'est plus montrée que sous l'angle du risque, de la dangerosité sociale, de la peur de l'autre, c'est la démocratie elle-même qui est en danger » (p. 144). Toutefois, un paradoxe subsiste dans la conception des politiques de la ville qui voudraient faire participer de la *res publica*, les habitants sans « qu'ils deviennent trop indépendants, qu'ils aient trop de revendications, s'autofinancent, se mobilisent collectivement et décident à la place du préfet ou du maire. Ils ont en somme un *devoir de consentement* et non un *pouvoir d'autodétermination* » (pp. 166-167). Et si l'« on attend d'autres "travaux" que ceux-là » (Le Monde. 14/04/06), pourquoi ne pas s'attacher désormais à la compréhension du retour au calme durable ou éphémère ? Pour répondre aux mesures draconiennes qui virent l'état d'urgence en 2005 se mettre en place, à quand la proclamation de réformes citoyennes susceptibles de restaurer durablement la paix sociale parmi tous les sujets français ?

AUTEURS

LINDA SAADAOUI

CREM. université Paul Verlaine-Metz